

ADMINISTRATION :

Imprimerie F. RUEDI  
Lausanne

3, Jumelles — Tél. 13-44

ABONNEMENTS :

Suisse, 4 fr. par an; autres  
pays, 6 fr. par an.  
10 centimes le numéro.

# La Voix de l'Humanité

Organe de la « Ligue pour la défense de l'Humanité  
et pour l'organisation de son progrès »Les membres de la Ligue  
pour la défense de l'hu-  
manité fixent de leur propre  
gré le montant de leur coti-  
sation.Compte de chèques pos-  
taux : III. 496.Envoi gratuit des statuts  
de la ligue et de numéros  
spécimens de tous ses  
organes. S'adresser au se-  
crétariat, Lausanne, 3 Ju-  
melles.

**Comité suisse de la Ligue :** D<sup>r</sup> Aug. FOREL; Albert LOCHER, G. MÜLLER, conseillers nationaux; A. SUTER, ancien président du Conseil communal de Lausanne; D<sup>r</sup> TSCHUMI, président du gouvernement bernois; D<sup>r</sup> MOSER, conseiller d'Etat, Berne; D<sup>r</sup> R. BRODA; A. SESSLER (Berne), anc. président du tribunal; D<sup>r</sup> A. de QUERVAIN, professeur à l'Université de Zurich; F. RUEDI, ancien député du Grand Conseil vaudois, Lausanne; E. RAPIN, pasteur, président honoraire de la Société vaudoise de la paix; M<sup>me</sup> VUADENS-CALMUS, Vevey; M<sup>me</sup> WALDHARDT-BERTSCH, Berne; E. PEYTRÉQUIN, vice-président du Conseil communal de Lausanne; H. HODLER, Genève, etc.

**Comité de patronage international :** Jean LONGUET, député de la Seine; Lucien LE FOYER, anc. député de la Seine; Gustave HUBBARD, anc. député de Seine-et-Oise; Ramsay MACDONALD, de la Chambre des Communes; Lino FERRIANI, procureur-général honoraire, Côte; W. FÖRSTER, président du Bureau international des poids et mesures; Dr. N. af URSIN, anc. vice-président de la Diète finlandaise; Sir Robert STOUT, anc. premier ministre de la Nouvelle-Zélande, etc.

**Président de la Ligue :** D<sup>r</sup> R. BRODA, directeur des « Documents du Progrès ».

**Prière d'envoyer à M. Fr. Ruedi, membre du Comité suisse, Lausanne, Jumelles 3, tout ce qui concerne la rédaction de la « Voix de l'Humanité ».**

Nos appels à la conscience de chaque nation se publiant en sa langue, nous prions nos lecteurs de consulter les autres organes de notre Ligue pour se rendre compte de son but impartial.

## La crise universelle, vue de Suisse

Dès le commencement des hostilités la Suisse a consciencieusement rempli son rôle de « bon Samaritain »; il ne m'appartient pas de dire tout ce qui a été fait pour atténuer, dans la mesure du possible, les maux de la guerre. Ce que je voudrais examiner en peu de mots, c'est ce que notre pays peut faire pour contribuer à la constitution d'une situation politique internationale excluant la possibilité d'une catastrophe telle que celle dont nous sommes actuellement les témoins et dont nous subissons douloureusement les contre-coups.

Dans ce but, il importe que la Suisse soit non seulement un asile protecteur pour les malheureuses victimes de la guerre; il faut qu'elle soit, en outre, le terrain privilégié où s'élaboreront les principes fondamentaux d'une Société des nations ou, si l'on veut, d'une Fédération des Etats-Unis d'Europe. Il est inutile de se faire des illusions; la paix fondée sur le droit n'est concevable que par la *démocratisation* de tous les Etats civilisés. Aussi longtemps que l'autocratie, avec son fidèle allié le militarisme, aura son mot à dire dans les destinées de l'Europe, l'idée de la paix sera la plus amère des déceptions. C'était la pensée de Ch. Lemonnier, le courageux fondateur de la « Ligue de la paix et de la liberté » et c'est précisément pour cela que les premiers congrès eurent lieu en Suisse, Lemonnier estimant avec raison que l'on ne pouvait sérieusement discuter sous le régime de l'impérialisme, même quand celui-ci formulait son programme en ces mots: « L'empire, c'est la paix ».

Il y a donc lieu, même avant la fin de la guerre et sans que cela porte aucune atteinte à notre neutralité d'étudier les bases d'une constitution démocratique des Etats européens et de formuler des résolutions qui pourraient être communiquées aux diplomates chargés de rédiger un traité de paix.

Siège de nombreuses Associations internationales et tout particulièrement du « Bureau international de la paix » qui, depuis 1891, date de sa fondation, n'a pas cessé de déployer une activité féconde, la Suisse paraît être prédestinée pour poser les pierres fondamentales de l'édifice de la paix future. Il faudrait pour cela que le Bureau international de la paix prît l'initiative de conférences au cours desquelles des délégués de tous les pays neutres et même de ceux qui sont en ce moment en guerre élaboreraient un projet de Code de droit international garantissant aux nations le « droit inaliénable et imprescriptible de disposer librement d'elles-mêmes », fondant les rapports des peuples sur l'unique principe de la « solidarité humaine », consacrant « l'inviolabilité de l'autonomie de toute nation et posant en principe le règlement de tout différend entre nations, sinon à l'amiable, du moins par voie juridique ».

Les documents de nature à orienter les participants à la conférence ne manqueraient pas; il suffit de mentionner le projet de Code international présenté au Congrès de la paix de Stockholm par M. E. Arnaud, le « Mémoire sur les bases d'un

traité de paix durable », publié par le Comité suisse pour l'étude des bases d'un traité de paix durable », le « Commentaire officiel du programme minimum élaboré par l'organisation centrale pour une paix durable », dont le siège est à La Haye, les publications suggestives signées: « Un Européen », les intéressantes « Nouvelles de Hollande », les nombreux articles parus dans la *Voix de l'Humanité*.

Aux travaux d'une conférence restreinte devrait succéder un Congrès universel organisé par le Bureau international de la paix et qui aurait à se prononcer en dernier ressort sur les projets qui lui seraient soumis. Le Congrès aurait pour mission d'adopter définitivement un projet de Code international conforme aux principes de la démocratie moderne, projet qui serait transmis aux représentants de la diplomatie européenne appelés à préparer un traité de paix, durable parce que fondé non sur la force, mais sur l'absolue souveraineté du droit. Ce projet pourrait être présenté aux belligérants même avant la fin des hostilités; son adoption par tous les Etats engagés dans la lutte mettrait fin à la guerre et ouvrirait à l'humanité une ère nouvelle de progrès dans la justice, la liberté.

Eugène RAPIN.

Président honoraire de la Société vaudoise de la Paix.

## II

Le point de vue de la Suisse dans la guerre et ses désirs au sujet de la paix sont assez faciles à définir.

La Suisse démocratique, neutre et trilingue n'a aucun but de guerre. Loin de désirer aucune annexion, elle la refuserait si on la lui offrait. Elle n'a pas non plus besoin de changer son régime intérieur. Cependant, elle désire garder ce qu'elle a, et elle prie respectueusement ses puissants voisins de ne pas s'immiscer dans ses affaires et de respecter sa complète indépendance politique, économique et morale.

Il va sans dire qu'elle en fera autant à l'égard de ses voisins. C'est pourquoi elle n'a rien à proposer. Elle peut, cependant, dire quelle évolution dans les Etats voisins lui paraît la plus conforme à ses intérêts.

Une victoire décisive d'un groupe belligérant sur l'autre ne lui paraît pas désirable et semble d'ailleurs exclue désormais. Les Etats à tendances hégémoniques et expansives ne lui disent rien qui vaille. Un vainqueur, quel qu'il soit, est toujours un personnage désagréable et à plaindre, un vaincu est digne de sympathie. Un accord entre les puissances qui en établirait le parfait équilibre à égalité de force, lui plairait mieux. Les coalitions hostiles, en deux ou plusieurs groupes, comme avant la guerre, constitueront toujours un danger pour elle.

La Suisse sympathise avec tous ceux qui désirent réaliser plus de justice et plus de liberté sur la base du Droit et de la Démocratie. Elle constate, non sans surprise, que tel est le désir de tous les belligérants. Reste à savoir lesquels s'y prendront le mieux. Elle se méfie de tous ceux qui prétendent détenir le monopole de ces vertus et

n'en voient que la négation chez l'ennemi. Elle admire, non sans inquiétude, la candeur de ceux qui voudraient liquider toutes les questions pendantes après cette guerre en libérant les peuples qui n'ont rien demandé et en imposant le régime démocratique à ceux qui ne le désirent pas.

On fait bien de favoriser partout l'esprit démocratique qui sortira fortifié de cette guerre dans tous les pays. Il importe beaucoup moins de réaliser tout de suite le régime politique sous forme de démocratie. Ni la Russie, ni l'Angleterre, ni l'Italie, ni l'Allemagne, ni l'Autriche nous semblent à même de le réaliser pour le moment, soit que ces pays ne le désirent pas, soit qu'ils ne soient pas mûrs pour lui. La France même est encore loin du véritable esprit démocratique après bientôt 50 ans d'expériences diverses. Le régime parlementaire qu'on voudrait imposer à certains peuples libérés a donné des preuves médiocres de sa valeur dans plusieurs autres.

Ce qui importe pour le moment, ce n'est pas de réaliser la Justice et la Liberté sur la terre. Les siècles futurs y travailleront. Il faut courir au plus pressé et empêcher le retour d'une pareille guerre avant longtemps. Pour cela, il faudra créer une solidarité d'intérêts de tous les Etats de la terre, l'arbitrage obligatoire et muni de sanctions. Et pour cela encore, il faut qu'il n'y ait pas de vaincu qui puisse ruminer sa vengeance et préparer son relèvement. Ne retombons pas dans les erreurs de Napoléon qui est un des grands et nombreux coupables de la guerre actuelle.

L'augmentation du nombre des puissances neutres semble désirable dans ce but, de même leur fédération. Pour y arriver, il faudra qu'ils aient une plus grande communauté d'intérêts et pour cela il faudra qu'ils soient plus cohérents. Une bande neutre formée par la Suisse, l'Alsace-Lorraine, le Luxembourg et la Belgique aurait quelque chance de succès.

L'essai d'un plébiscite dans les Etats dont la possession est disputée devra être fait. Il présentera des difficultés nombreuses, mais sera peut être réalisable quand même. Les protectorats des grandes puissances sur les pays neutres devront être abolis. S'il faut un protectorat, qu'on le confie à une fédération de neutres. Pourront être considérés comme neutres les grandes puissances qui désarment et déclarent renoncer à toute guerre en Europe.

Un effort devra être fait pour alléger le programme des conférences de paix. Il faudra se résigner à renoncer à la liquidation de bien des questions qui semblent importantes — qui trop embrasse mal étroit! Ce qui sortira de cette guerre, ce ne sera pas une humanité régénérée, mais seulement meurtrie et quelque peu assagiée. Méfions-nous des paroles grandiloquentes qui annoncent une France nouvelle, une Allemagne nouvelle, etc. L'homme restera à peu de chose près ce qu'il a été. La guerre ne régénère personne. Ce sera la paix, le travail fécond, le renoncement aux ambitions, l'effort de respecter l'ennemi de hier et de collaborer avec lui qui régénéreront quelques-uns. Le plus tolérant, le plus fraternel, le moins égoïste sera le plus fort. *L'effort suprême*

*n'est pas fait, il reste à faire.* C'est à qui deviendra la puissance morale, la plus incontestablement supérieure, la plus sage, la plus largement ouverte, la plus dévouée, la plus hautement inspirée. Voilà de nobles ambitions, mais elles ne semblent tenter personne et Sœur Anne ne voit toujours rien venir... Ne désespérons pas, mais surtout n'espérons pas trop. Travaillons! *Work and not despair!*

Dr Ed. PLATZHOFF-LEJEUNE,  
pasteur, Bulet (Vaud).

Lire dans notre prochain numéro une réponse du Dr A. Forel.

## Paix prochaine ou paix durable?

par M. Aroldo NORLENGHI,  
membre du Conseil communal de Turin.

Le *Corriere della Sera* d'il y a quelques jours, dans un article de fond intitulé: « Le sens historique de la paix », paraphrasant la dépêche de Balfour, avait écrit entre autres cette affirmation: « Seule l'affermissement des nationalités peut désarmer le nationalisme querelleur et l'impérialisme armé: pour que le nationalisme agressif soit vaincu, il faut que la Nation soit une réalité achevée. »

Je confesse que cette affirmation jetée là avec une si absolue certitude me laissa un moment pensif. Ah! quelle chance ont eu ces messieurs, me dis-je à moi-même. L'Humanité depuis tant de siècles se fatigue à résoudre quelques problèmes très difficiles, comme par exemple la quadrature du cercle, le mouvement perpétuel, la paix perpétuelle; et voici que cette dernière, encore insoluble dans les conditions actuelles, a été résolue par le *Corriere della Sera* qui s'associe ainsi à la fabrication et à la confection des futures déceptions des peuples.

Il a déjà été dit — et peut-être les Allemands l'ont-ils dit aussi car une vérité ne cesse pas d'être une vérité, même dans une bouche ennemie — que l'irrédentisme ne se trouve pas tout entier d'un seul côté des belligérants et que par conséquent pour affranchir les nationalités et donner l'indépendance aux peuples, il ne faudrait pas parler seulement du démembrement de l'Autriche et détacher l'Alsace-Lorraine, la Posnanie, le Schleswig de l'Allemagne. Il faudrait pourvoir à l'indépendance de la Finlande, de la Géorgie devenue province russe au commencement du XIX<sup>e</sup> siècle, de l'Ukraine ou Petite-Russie, située entre la Pologne et la mer Noire, avec 30 millions d'habitants occupant 830,000 km<sup>2</sup>, de l'Arménie, de l'Irlande, laquelle, quoi qu'en dise Balfour, et malgré les adoucissements récents, ne serait pas du tout fâchée d'être détachée de l'Angleterre.

Il y a une curieuse argumentation que tous les gouvernements mettent en avant pour démontrer la fidélité de leurs sujets allogènes: Voyez, disent les Autrichiens, comment les Bosniaques et les Croates se battent pour nous; ils ont ajouté parfois et les *Tschèques* pour démentir l'existence de l'inimitié bien connue de ceux-ci envers l'Autriche. Les gouvernements de l'Entente disent la même chose de tous les soldats qui combattent sous leur bannière. Ce sont des arguments qui ne laissent pas paraître la réalité des sentiments qu'un peuple soumis au double joug de la guerre et de la domination étrangère doit forcément cacher en soi.

On devrait aussi cesser de considérer les pays de l'Asie et de l'Afrique comme *res nullius* et commencer par restituer l'indépendance à la Perse suffoquée par l'accord anglo-russe, au Maroc, à la Corée, faire en sorte que la Chine ne la perde pas et se préparer à la donner à l'Inde.

Il y a fort peu d'années qu'un étudiant indou fut condamné au gibet pour avoir, par amour de son pays, tué un personnage représentant le gouvernement aux Indes.

L'Italie était, il y a quelques années encore, l'un des rares Etats ethniquement homogènes exempt d'impérialisme et par conséquent ayant quelque droit à un sentiment irrédentiste; car si la droiture et la logique guidaient les actions des gouvernants, l'impérialisme et le principe des nationalités, d'où

sort l'irrédentisme, devraient s'exclure, car en réalité le premier tend à enlever l'indépendance nationale aux peuples, l'autre tend à la libération des peuples soumis à un pouvoir étranger. Cette pureté de la bannière italienne, qui aurait pu se rendre champion et tutrice de la liberté au milieu des autres nations, a disparu avec les conquêtes coloniales. Nous devons à présent nous attendre aux revendications et aux révoltes des Senoussis, parce que les possessions italiennes s'étendent et devront encore s'étendre plus loin, selon nos colonisateurs, donc la résistance senoussiste deviendra plus intense et plus dominante. Nous aurons alors à faire avec un irrédentisme arabe et ce ne sera pas le seul. La satisfaction de l'irrédentisme italien et la réalisation des confins stratégiques nous assujettiront beaucoup d'Allemands et inévitablement se produira un irrédentisme allemand, de moindre envergure que l'irrédentisme italien sur le front autrichien.

Mais continuons: Si nous prenons toute la Dalmatie, nous ajouterons à nos sujets 400,000 Slaves; s'ils sont traités avec bienveillance, ils profiteront de toutes les libertés pour chercher à se liguier avec leurs co-nationaux de l'autre côté de la frontière. Ceci donnera un prétexte à nos gouvernants pour traiter durement les nouveaux sujets. Nous aurons alors créé un terrain propre à faire crier que nous imitons l'Autriche et à produire des martyrs slaves. Nos fils ou nos petits-fils entendront parler du geste d'un Battisti slave.

Si nous gardons la Dodécannèse nous aurons l'irrédentisme grec et si, en roulant toujours plus bas sur le plan incliné de l'impérialisme, nous prenons les régions de l'Asie-Mineure que certains écrivains qui s'occupent de politique coloniale voudraient voir attribuer à l'Italie, nous aurons alors en outre l'irrédentisme turc.

Mais où paraît plus indigne le grand bruit qu'on fait en parlant de liberté et d'indépendance des peuples, à l'intérieur et à l'extérieur, comme conséquence de la victoire d'un groupe ou de l'autre, c'est dans la question polonaise. L'Allemagne, tout en affirmant qu'elle donne l'autonomie à la Pologne conquise, ne cesse guère de poursuivre les Polonais de la Posnanie qui lui sont soumis, cherchant même à écraser en eux toute espérance de jamais pouvoir se réunir à leurs co-nationaux.

Et c'est avec cela que l'Allemagne prétendait que les Polonais devaient venir au devant des Prussiens, en exultant de reconnaissance et l'on devait former une belle et florissante armée polonaise pour l'usage de l'Allemagne, dans une cause étrangère à la Pologne.

Quant à la liberté interne de la Prusse, trop de socialistes se sont laissés éblouir par la promesse d'extension du suffrage et par les avantages économiques, on discute encore la réforme du système moyenâgeux du suffrage en Prusse.

Quant à ce que la Russie révolutionnaire peut faire pour la Pologne, il est trop tôt pour en parler, mais on sait trop ce que le tzarisme a fait pour ce malheureux pays.

Qu'on ne nous parle donc plus de la liberté des peuples à l'intérieur, ni de l'indépendance des peuples du joug étranger, ni de nationalités satisfaites comme pouvant garantir une paix durable. Les socialistes dominés par l'histoire, par l'expérience, par le déterminisme économique entrevoyent trop bien que le postulat de l'union de toutes les nationalités se résout bien souvent en une tromperie, mais même si ce postulat était atteint, le nationalisme n'en serait pas désarmé pour cela. On sait combien les intérêts capitalistes contribuent à produire et à aiguïser les haines et les ressentiments entre les nations; ils sont tantôt protégés et favorisés, tantôt heurtés et combattus, tantôt conciliés ou divisés par les diverses complications douanières. C'est pourquoi nous voyons la possibilité d'une paix vraiment durable dans l'abolition des frontières douanières et dans la liberté des mers. A ces conditions devrait s'ajouter celle qui a été récemment demandée par nos députés socialistes dans leur nouvelle motion pour la paix: « la neutralisation des points d'accès et de convergence des races ». Ce seraient les bases pratiques sur

lesquelles devraient se fonder les propositions théoriques et pratiques pour former la ligue des nations, les Etats Unis du monde et une paix qui aurait des tendances à se perpétuer.

Mais un tel avènement nous semble bien lointain. Si deux Etats si centralisateurs, si joints par tant de liens comme l'Autriche et la Hongrie n'ont pas encore réussi à mettre d'accord leur compromis et si tantôt une petite clause, tantôt une autre les brouille, si ces Etats ont encore moins réussi à conclure l'union douanière avec l'Allemagne, il ne faut pas trop espérer que les nations latines en concluent une entre elles et encore moins toutes les nations de l'Entente, pour faire, comme cela serait désirable pour la tranquillité humaine, non le boycottage, mais un contrat avec les nations à présent hostiles, le bloc unique des nations devenues une bonne fois vraiment civilisées.

C'est une espérance trop radieuse pour le moment, parce que ce serait le commencement d'une nouvelle époque historique dans laquelle la production, au lieu d'être réglée par le chaos des volontés individuelles, serait réglée et dirigée selon les nécessités variées de la consommation.

Pour ne pas nous préparer à de nouveaux désappointements, nous devons être sceptiques à l'égard de la paix durable tant que continuera notre pseudo-civilisation, et la récente histoire des Balkans nous donne d'utiles enseignements sur la durée de certaines paix. Il ne faut donc pas opposer la paix durable à la paix prochaine. Il ne faut plus dire: On ne doit pas signer la paix sans avoir des garanties de perpétuité ou de presque perpétuité. Ceci me produit l'effet d'un homme qui dirait à un pauvre diable qui lui demande un secours: Je voudrais te donner vingt francs qui te tireraient d'affaire, mais comme je ne puis te les donner, je ne te donnerai pas non plus l'unique franc dont je pourrais disposer.

Mais ce qu'il y a de curieux c'est que, plus on s'approcherait des conditions que l'Entente voudrait pour la paix qu'elle considère durable, plus se dissiperaient et plus s'évanouiraient les possibilités que cette paix durable existât jamais. Ces conditions seraient le châtement militaire, politique et économique des puissances germaniques. On a déjà remarqué que ces 110 millions d'hommes ne resteraient pas dans cet état d'anéantissement. De nombreux Fichtes, de nouveaux Treitschkes surgiraient pour prêcher la revanche et l'insurrection. Il y aurait une manœuvre continuelle pour profiter du moindre nuage qui se ferait voir entre les autres puissances et pour se faire des alliés. Il y aurait toujours de nouvelles ruses pour percer avec de nouveaux armements à travers les mesures prohibitives et coercitives qui auraient été imposées, à moins que l'Entente victorieuse absolue des puissances centrales ne devienne en réalité un assez vrai champion de l'idéal pour accorder les mêmes conditions qu'elle aurait concédées si la victoire avait été moins absolue; si, en un mot, elle savait user avec modération de la victoire, sans en abuser. Mais les hommes directeurs de l'Entente ont plutôt l'intention de lier les mains à l'Allemagne, de la mettre dans l'impossibilité de nuire, de lui donner une leçon, ils pensent même à se substituer à elle, autant que possible, politiquement et économiquement. Eh bien! ce sont ces aspirations, visant plus loin que les satisfactions et les revanches nationales, qui rendent impossible une paix durable à présent et en retardant la conclusion. Comme, d'un autre côté, les ambitions annexionnistes et les refus obstinés de beaucoup de politiciens des Etats centraux y font aussi obstacle, la paix durable semble assez loin de nous.

En concluant, disons qu'entre une paix retardée et imposée, avec l'illusion que parce qu'elle est imposée elle devra être durable, et une paix contractuelle et prompte qui, selon moi, est celle qui a précisément en soi les caractères et les facteurs d'une durée plus longue, le choix ne doit pas être douteux s'il y a possibilité de choix.